

5° in § 2, III., 2, wordt de melding
« Adjunct-directeur-generaal (1)
Ambtenaar-generaal 1 1 » afgeschaft.
6° in § 2, III., 4, wordt de melding
« Adjunct-directeur-generaal (1)
Ambtenaar-generaal 1 1 » afgeschaft.

Art. 3. In de referentenota's van hetzelfde besluit, wordt nota (1) opgeheven.

Art. 4. In bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de vermeldingen in kolom 12 van de regel betreffende de benoeming tot de graad van adjunct-directeur-generaal - deskundige - categorie Ambtenaar-generaal - groep 1, afgeschaft.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 augustus 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2989

[2008/203125]

17 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant réfection partielle de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 relatif aux sites de réhabilitation paysagère et environnementale, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, et de la liste y annexée

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 182, § 1^{er}, modifié par l'article 104 du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, entré en vigueur suite à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2005 faisant entrer en vigueur l'article 15 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter et par l'article 52 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004, du 15 avril 2005 et du 15 mai 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 30 août 2005 approuvant le document : "Les actions prioritaires pour l'Avenir wallon" et approuvant définitivement le projet de plan stratégique transversal n° 1 : "Création d'activités et d'emploi";

Vu la mesure 2.6. : "Assainir les sites d'activités économiques désaffectés (SAED)" de l'axe 2 : "Stimuler la création d'activités" de ce plan stratégique transversal n° 1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 relatif aux sites de réhabilitations paysagère et environnementale, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007;

Vu la nécessité de fixer le périmètre pour les sites repris à la liste des sites de réhabilitation paysagère et environnementale telle qu'annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007;

Considérant que le contrat d'avenir pour les Wallons prévoit, en matière d'accélération de l'assainissement des SAED, que "la première priorité ira aux sites qui défigurent les zones habitées. Dans la mesure où ils ne sont pas ou ne sont que très légèrement pollués, ils bénéficieront d'une remise en état privilégiant l'aspect visuel.";

Considérant que le "Plan Marshall" a également entendu renforcer cette politique de réaménagement des friches;

Considérant qu'il importe de rendre effectives ces priorités et partant de se fonder sur l'inventaire des sites prioritaires à réaménager dont la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine (Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme, Direction de l'Aménagement opérationnel dispose;

Considérant que cet inventaire a été élaboré sur la base des critères suivants :

- sites destinés devenir la propriété de la Région wallonne (maîtrise foncière et de leur réaménagement);
- sites situés dans des zones agglomérées (de manière à optimiser le potentiel de leur reconversion en logement(s));
- sites pas ou peu pollués;
- sites comportant des bâtiments dégradés ou nuisance visuelle forte à très forte.

Pour ce qui concerne le site :

VE149 - Verviers - "Houget-Duesberg-Bosson, à Ensival"

Considérant que le site a été affecté à de l'activité économique dont la dernière affectation connue était industrielle;

Considérant que le site a été le siège d'une activité de construction de machines textiles;

Considérant qu'il présente des causes constituant une nuisance relative à sa bonne intégration à l'environnement bâti en raison de son impact esthétique et paysager : le site donne une impression de délabrement et d'abandon. Il est une véritable friche industrielle qu'il faut éradiquer car elle déprécie l'image du quartier vis-à-vis du visiteur étranger;

Considérant le légitime souci pour la collectivité de ne plus voir cette situation perdurer;

Considérant le rapport d'étude d'orientation réalisé par l'ISSeP, sur le périmètre délimité par les garages situés rue du Tissage, par une partie désaffectée située face à ces garages ainsi qu'une partie désaffectée située rue des usines; considérant que l'étude des risques sanitaires indique que, pour la zone usine étudiée, l'affectation de cette zone en industrie ne pose pas de risques sanitaires; considérant que l'étude des risques sanitaires indique que, pour la zone rue du Tissage, l'affectation de type habitat peut être envisagée pour cette zone à conditions d'assainir la contamination en huiles minérales et par contre un aménagement de type industrie ne présente pas de risque pour la santé humaine;

Considérant que sur les autres parties du site non investiguées par l'ISSeP, l'étude d'orientation réalisée en 2005 par le bureau VDC Géologie-Environnement à la demande de la société Octir Belgique SA n'a pas mis en évidence de pollution incompatible avec un aménagement de type industrie;

Considérant que son état physique et son impact esthétique sur l'environnement :

— le rendent principalement impropres à être réutilisé en raison de l'état de délabrement du bâti;

— le rendent principalement impropres à être utilisés en raison de la disposition des bâtiments en hauteur et de l'état de vétusté de ceux-ci;

Considérant, dès lors, que son maintien dans son état actuel constitue une déstructuration du tissu urbanisé;

Considérant que, pour supprimer ces causes de nuisance, il est nécessaire d'y effectuer des

travaux de réaménagement parmi ceux visés à l'article 167, 2°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que la présence d'un solde d'activité économique sur le site n'est pas de nature à contrarier l'application de l'article 167, 2°, précité, la restructuration spatiale du site pouvant être envisagée par phases successives;

Considérant par ailleurs que l'article 167, 1°, a, permet d'étendre le périmètre d'un site à réaménager à "un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers encore affectés à une activité à la condition que le réaménagement du site permette la poursuite de cette activité" et que tel est le cas en l'espèce;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2008;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est doit être procédé à la réfection partielle de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 relatif aux sites de réhabilitation paysagère et environnementale, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007, et de la liste y annexée pour ce qui concerne le site suivant :

SRPE/VE149 dit "Houget-Duesberg-Bosson, à Ensival", sis à Verviers.

Art. 2. La réhabilitation du site visé à l'article 1^{er} est d'intérêt régional et prioritaire au niveau paysager et environnemental au sens de l'article 182, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Art. 3. Le périmètre du site de réhabilitation paysagère et environnementale visé à l'article 1^{er} est fixé selon le plan annexé au présent arrêté et comprend les parcelles cadastrales suivantes :

SRPE/VE149 dit "Houget-Duesberg-Bosson, à Ensival", sis à Verviers, parcelles cadastrées ou l'ayant été à Verviers, 7^e division Ensival, section A, n^{os} 1s2, 1t2, 1v2, 22c, et à Verviers, 8^e division, section B, n^{os} 323g, 325b.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2989

[2008/203125]

17. JULI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur teilweisen Erneuerung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2005 über die Landschafts- und Umweltsanierungsgelände, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, und der ihm beigefügten Liste

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 182 § 1 abgeändert durch Artikel 104 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung, in Kraft getreten infolge des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2005, durch den Artikel 15 des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände in Kraft tritt, und durch Artikel 52 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die wallonische Zukunft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004, 15. April 2005 und 15. Mai 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2005 zur Genehmigung des Dokuments: "Vorrangige Aktionen für die wallonische Zukunft" und zur endgültigen Genehmigung des Entwurfs des bereichsübergreifenden strategischen Plans Nr. 1: "Schaffung von Aktivitäten und Arbeitsplätzen";

Aufgrund der Maßnahme 2.6.: "Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände ("SAED" ("site d'activité économique désaffecté")) der Zielrichtung 2°: "Ansporn zur Schaffung von Aktivitäten" dieses bereichsübergreifenden strategischen Plans Nr. 1;

Aufgrund der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2005 über die Landschafts- und Umweltsanierungsgelände, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007;

Aufgrund der Notwendigkeit, den Umkreis für die in der Liste der Landschafts- und Umweltsanierungsgelände, so wie diese dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2005, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, als Anlage beigefügt wird, angegebenen Gelände festzulegen;

In der Erwägung, dass in dem Vertrag für die Zukunft der Wallonen in Sachen Beschleunigung der Sanierung der "SAED" vorgesehen ist, dass "der erste Vorrang den Geländen eingeräumt wird, die die Wohngebiete verunstalten. Da diese nicht oder nur sehr wenig verschmutzt sind, werden sie vorzugsweise unter Berücksichtigung des visuellen Aspekts wieder instand gesetzt";

In der Erwägung, dass in dem "Marshall-Plan" die Verstärkung dieser Politik der Neugestaltung der ungenutzten Gelände ebenfalls beabsichtigt ist;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, diese Prioritäten in die Tat umzusetzen und sich davon ausgehend auf das Verzeichnis der neuzugestaltenden Gelände zu stützen, über das die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes (Abteilung Raumordnung und Städtebau, Direktion der operativen Planung) verfügt;

In der Erwägung, dass dieses Verzeichnis auf der Grundlage folgender Kriterien aufgestellt wurde:

— Gelände, die dazu bestimmt sind, in den Besitz der Wallonischen Region zu gelangen (Grundherrschaft und Herrschaft über ihre Neugestaltung);

— Gelände, die in besiedelten Gebieten liegen (so dass die Möglichkeiten ihrer Umstellung in (eine) Wohnung(en) optimal genutzt werden);

— nicht oder wenig verschmutzte Gelände;

— Gelände mit verfallenen Gebäuden oder starker bis sehr starker visueller Belästigung;

Was das Gelände VE149 - "Verviers - Houget-Duesberg-Bosson", in Ensival betrifft:

In der Erwägung, dass das Gelände einer gewerbebetrieblichen Zweckverwendung zugeordnet wurde, wobei die letzbekannteste Zweckverwendung industrieller Art war;

In der Erwägung, dass das Gelände der Gesellschaftssitz eines Gewerbes für Textilmaschinenbau war;

In der Erwägung, dass es Gründe aufweist, die eine Behinderung hinsichtlich seiner angemessenen Integration in die bebaute Umgebung aufgrund seines ästhetischen und landschaftlichen Ausdrucks darstellen: das Gelände hinterlässt einen verwahten und vernachlässigten Eindruck. Es handelt sich um eine wahre Industriebrache, die vernichtet werden muss, da das Landschaftsbild des Viertels gegenüber fremden Besuchern an Wert verliert;

In der Erwägung, dass die Allgemeinheit berechtigterweise großen Wert darauf legt, dass sich diese Situation nicht weiter hinauszögert;

In der Erwägung des vom "ISSEP" ("Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)) erstellten Berichts über die Orientierungsstudie in dem Umkreis, der durch die in der "rue du Tissage" gelegenen Garagen, durch einen gegenüber diesen Garagen gelegenen stillgelegten Teil, sowie durch einen in der "rue des Usines" gelegenen stillgelegten Teil abgegrenzt ist; in der Erwägung, dass aus der Studie über die Gesundheitsrisiken hervorgeht, dass für das untersuchte Fabrikgebiet die Zweckverwendung als Industriegebiet keine Gesundheitsrisiken darstellt; in der Erwägung, dass aus der Studie über die Gesundheitsrisiken hervorgeht, dass für das Gebiet der Rue du Tissage die Zweckverwendung des Typs Wohngebiet für dieses Gebiet in Aussicht genommen werden kann, unter der Bedingung, dass die Verschmutzung durch Mineralöle gereinigt wird, und dass andererseits eine Gebietsplanung industrieller Art kein Risiko für die menschliche Gesundheit darstellt;

In der Erwägung, dass in den anderen Teilen des Geländes, die nicht vom "ISSEP" untersucht wurden, die im Jahre 2005 vom "Bureau VDC Géologie-Environnement" auf Anfrage der Gesellschaft "Octir Belgique SA" durchgeführte Orientierungsstudie keine Verschmutzung hervorgehoben hat, die mit einer Gebietsplanung industrieller Art unvereinbar ist;

In der Erwägung, dass der physische Zustand des Geländes und seine ästhetische Auswirkung auf die Umwelt:
— es wegen des verfallenen Zustands der Bausubstanz zur Neubenutzung untauglich machen;
— es wegen der höhenmäßigen Anordnung der Gebäude und deren überalterten Zustands zur Neubenutzung untauglich machen;

In der Erwägung, dass demnach seine Beibehaltung in seinem gegenwärtigen Zustand eine Destrukturierung des verstärkten Gefüges darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Beseitigung dieser Belästigungsursachen notwendig ist, dort Neugestaltungsarbeiten unter den in Artikel 167 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Arbeiten durchzuführen;

In der Erwägung, dass das Vorhandensein einer restlichen wirtschaftlichen Tätigkeit auf dem Gelände für die Anwendung des vorerwähnten Artikels 167, 2°, nicht beeinträchtigend ist, da die räumliche Umstrukturierung in mehreren Phasen hintereinander geplant werden kann;

In der Erwägung außerdem, dass der Artikel 167, 1°, a, es ermöglicht, den Umkreis eines neu zu gestaltenden Geländes auf "ein oder mehrere Immobilien oder auf Teile von Immobilien auszudehnen, die noch für eine Tätigkeit benutzt werden, insofern die Neugestaltung des Geländes die Fortsetzung dieser Tätigkeit erlaubt", und dass dieser Fall hier vorliegt;

Aufgrund des am 16. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die teilweise Erneuerung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2005 über die Landschafts- und Umweltsanierungsgelände, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007, und der ihm beigefügten Liste muss für das folgende Gelände vorgenommen werden:

SRPE/VE149 genannt "Houget-Duesberg-Bosson, in Ensival" gelegen in Verviers.

Art. 2 - Die Sanierung des in Artikel 1 erwähnten Geländes ist von regionalem Interesse und vorrangig auf landschaftlicher und umweltbezogener Ebene im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Gebiete.

Art. 3 - Der Umkreis des in Artikel 1 erwähnten Landschafts- und Umweltsanierungsgeländes wird gemäß dem dem vorliegenden Erlass beigefügten Plan festgelegt und enthält folgende Katasterparzellen:

SRPE/VE149 genannt "Houget-Duesberg-Bosson, in Ensival" gelegen in Verviers.

In Verviers, Gemarkung 7 Ensival, Flur A, Nrn. 1s2, 1t2, 1v2, 22c, und in Verviers, Gemarkung 8, Flur B, Nrn. 323g, 325b katastrierte oder ehemals katastrierte Parzellen.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2989

[2008/203125]

17 JULI 2008. — Besluit van de Waalse Regering houdende gedeeltelijke herwerking van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2005 betreffende de sites bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007 en van de daarbij gevoegde lijst

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 182, § 1, gewijzigd bij artikel 104 van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, dat in werking is getreden ten gevolge van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2005 tot inwerkingtreding van artikel 15 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten en bij artikel 52 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 houdende regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 september 2004, 15 april 2005 en 15 mei 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 30 augustus 2005 tot goedkeuring van het document "De prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië" en tot definitieve goedkeuring van het overkoepelend strategisch plan nr. 1. voor "bedrijvigheid en werkgelegenheid";

Gelet op maatregel 2.6.: "Sanering van de afgedankte bedrijfsruimtes van as 2": "Economische activiteiten aanmoedigen" van dit overkoepelend strategisch plan nr. 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2005 betreffende de sites bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007;

Overwegende dat de omtrek vastgesteld moet worden voor de sites opgenomen in de lijst van de sites bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu, zoals gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2005 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007;

Overwegende dat het toekomstcontract voor Wallonië inzake de versnelde sanering van de afgedankte bedrijfsruimtes vermeldt dat de "eerste prioriteit gegeven moet worden aan de sites die de woongebieden aantasten. Voor zover ze niet of zeer weinig verontreinigd zijn, zullen ze zodanig hersteld worden dat het visuele aspect bevoorrecht zal worden";

Overwegende dat het "Marshall Plan" dit beleid inzake de herinrichting van de braakgronden ook heeft willen versterken;

Overwegende dat naar deze prioriteiten gehandeld moet worden en dat gegrond moet worden op de inventaris van de herin te richten prioritaire sites waarover het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium (Afdeling Inrichting en Stedenbouw, Directie Operationele Inrichting) beschikt;

Overwegende dat deze inventaris opgemaakt is op grond van de volgende criteria :

— sites bestemd om het eigendom van het Waalse Gewest te worden (grondbeheersing en beheer van hun herinrichting);

— sites gelegen in verstedelijkte gebieden (om het potentieel van hun omschakeling in woning(en) te optimaliseren);

— sites die niet of weinig verontreinigd zijn;

— sites met beschadigde gebouwen of sterke tot heel sterke gezichtshinder;

Wat betreft de site :

VE149 - Verviers - "Houget-Duesberg-Bosson, te Ensival".

Overwegende dat de site de bestemming van bedrijfsruimte heeft gekregen, waarvan de laatste gekende bestemming industrieel was;

Overwegende dat textielmachines vervaardigd zijn op deze site;

Overwegende dat de site wegens zijn esthetische en landschappelijke impact moeilijk integreerbaar is in de bebouwde omgeving : de site geeft de indruk van verval en verwaarlozing. Het is een echte industriële braakgrond die moet verdwijnen omdat de wijk daardoor in de ogen van de bezoeker waardeloos overkomt;

Overwegende dat de gemeenschap er terecht op toeziet dat deze toestand omgebogen wordt;

Gelet op het beleidsonderzoek, door het "Institut scientifique de Service public en Région wallonne" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut in het Waalse Gewest) over de omtrek afgebakend door de in de "rue du Tissage" gelegen garages, door een afgedankt gedeelte tegenover deze garages alsmede door een afgedankt gedeelte gelegen "rue des Usines"; overwegende dat in het onderzoek naar de gezondheidsrisico's vermeld wordt dat de bestemming van het onderzochte fabrieksgebied als industrie geen gezondheidsrisico's voor dat gebied oplevert; overwegende dat in het onderzoek naar de gezondheidsrisico's voor het gebied in de "rue du tissage" de bestemming als woongebied overwogen kan worden voor dat gebied op voorwaarde dat de besmetting met minerale oliën weggewerkt wordt en dat een inrichting als industriegebied daarentegen geen gevaar oplevert voor de menselijke gezondheid;

Overwegende dat het beleidsonderzoek verricht in 2005 door het bureau "VDC Géologie-Environnement" op verzoek van de NV "Octir Belgique" niet gewezen heeft op een verontreiniging onverenigbaar met een inrichting als industriegebied op de andere gedeelten van de site die het "ISSeP" niet onderzocht heeft;

Overwegende dat zijn fysische toestand en zijn esthetische effect op het milieu :

— het hoofdzakelijk ongeschikt maken om opnieuw gebruikt te worden wegens de bouwval van het bebouwd gedeelte;

— het hoofdzakelijk ongeschikt maken om opnieuw gebruikt te worden wegens de ligging van de gebouwen in hoogte en wegens hun bouwvalligheid;

Overwegende dat zijn behoud in de tegenwoordige staat dan ook een structuurverlies van het weefsel van de stad inhoudt;

Overwegende dat het om deze hinder te doen verdwijnen nodig is er herinrichtingswerkzaamheden uit te voeren onder die bedoeld in artikel 167, 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat de aanwezigheid van een restant van economische activiteit op de site de toepassing van bovenvermeld artikel 167, 2°, niet zou hinderen, aangezien de ruimteherstructurering van de site in opeenvolgende fases overwogen kan worden;

Overwegende dat artikel 167, 1°, a, bovendien voorziet in de uitbreiding van de omtrek van een herin te richten site tot "een of meer onroerende goederen of delen van onroerende goederen die nog bestemd zijn voor een economische activiteit, op voorwaarde dat de herinrichting van de site de voortzetting ervan toelaat" en dat het in casu het geval is;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2008;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke herwerking van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2005 betreffende de sites bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007, en van de daarbij gevoegde lijst, moet plaatsvinden wat betreft de volgende site :

SRPE/VE149 genoemd "Houget-Duesberg-Bosson, te Ensival" gelegen te Verviers.

Art. 2. De herontwikkeling van de in artikel 1 bedoelde site is van gewestelijk en prioritair belang wat betreft de landschappen en het leefmilieu, in de zin van artikel 182, § 1, eerste lid, van het Waalse wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 3. De omtrek van de in artikel 1 bedoelde site bestemd voor herontwikkeling wat betreft de landschappen en het leefmilieu wordt bepaald volgens het bij dit besluit gevoegde plan en bevat de volgende kadastrale percelen :

SRPE/VE149 genoemd "Houget-Duesberg-Bosson, te Ensival" gelegen te Verviers.

Percelen die kadastraal bekend zijn of waren te Verviers, 7e afdeling Ensival, sectie A, nrs. 1s2, 1t2, 1v2, 22c en te Verviers, 8e afdeling, sectie B, nrs. 323g, 325b.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2990

[2008/203137]

7 AOÛT 2008. — Arrêté ministériel fixant les marges d'erreur à prendre en compte dans le cadre de la procédure d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL)

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.177, R.188 à R.229 et R.460, en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2008 désignant le Département Production végétale du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W) en tant que laboratoire de référence pour les analyses officielles d'azote potentiellement lessivable et désignant le réseau d'analyse et de conseil "ASBL REseau QUALité SUD" (REQUASUD) en tant qu'organisme pour l'assister dans cette tâche;

Vu la proposition du Comité de suivi instauré en application des articles 10 et 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 visé ci-avant et reprise dans le procès-verbal de la réunion du 19 mai 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. Les marges d'erreur visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R.220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, sont fixées comme suit :

- la limite maximum de répétabilité entre deux valeurs pour un même matériau de référence est fixée à 20 %;
- la tolérance entre la moyenne des deux valeurs pour un même matériau de référence et la valeur cible est fixée à 35 %.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Namur, le 7 août 2008.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2990

[2008/203137]

7. AUGUST 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung der zu berücksichtigenden Fehlerbreiten im Rahmen des Verfahrens für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind.

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.177, R.188 bis R.229 und R.460, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Bodenanalysen zur Quantifizierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) beauftragt sind, im Rahmen der Umsetzung von Artikel R.220 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, in seiner am 15. Februar 2007 abgeänderten Fassung, sowie im Rahmen der Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Februar 2008 über die Überwachung durch Messungen des potentiell auswaschbaren Stickstoffs (PAS) der Übereinstimmung der in einem gefährdeten Gebiet gelegenen landwirtschaftlichen Betriebe mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, insbesondere seines Artikels 4;